

Circulaire sur plusieurs mesures visant à promouvoir la libération et la facilitation des activités commerciales au port de libre-échange de Hainan

Afin de mettre pleinement en œuvre l'esprit des instructions importantes du Secrétaire général Xi Jinping sur la construction du port de libre-échange de Hainan, d'affiner les exigences de déploiement du *Plan général de la construction du port de libre-échange de Hainan*, d'accélérer la libéralisation et la facilitation des activités commerciales dans ce port, et de réaliser étape par étape les objectifs conformément avec des exigences strictes sur la qualité avant l'année 2025, avec l'approbation du Conseil des Affaires d'État, 20 départements tels que Ministère du Commerce parmi autres ont publié conjointement la *Circulaire sur plusieurs mesures visant à promouvoir la libération et la facilitation des activités commerciales au port de libre-échange de Hainan*, dans laquelle on a clarifié 28 mesures politiques, dont 13 pour le commerce des marchandises et 15 pour le commerce des services.

Du commerce des marchandises

1. Mettre à titre d'essai hors le contrôle qualitatif des entreprises et celui quantitatif des marchandises du pétrole brut et raffiné exporté/importé entre l'étranger/les zones administratives spéciales et la zone franche portuaire de Yangpu.
2. Ne pas prendre en considération la quantité du sucre importé lors de la gestion du quota douanier total.
3. Décentraliser le pouvoir d'autorisation au soutage sous douane des navires effectuant les transports internationaux.
4. Annuler la soumission au système de licences d'importation sur la base du principe de la simplification des formalités d'importation/d'exportation entre l'étranger/les zones administratives spéciales et la zone franche et de l'application du contrôle strict douanier entre la zone franche et l'intérieur du pays.

5. Annuler les mesures relatives au système de licences d'importation des produits électromécaniques.

6. Soutenir les opérations d'exportation des automobiles d'occasion.

7. Soutenir le nouveau commerce international offshore.

8. Soutenir l'approbation à titre d'essai à la qualification des organismes de certification.

9. Améliorer la capacité d'alerte sur les risques de qualité/sécurité des marchandises et la compétence de réponse rapide.

10. Renforcer l'innovation du modèle de surveillance douanière et mettre en œuvre le modèle d'approbation hiérarchique.

11. Conjuguer l'effort à l'élaboration des normes nationales recommandées, des normes locales et de celles des associations.

12. Établir des stations de réponse aux litiges commerciaux.

13. Établir le mécanisme de l'aide à l'ajustement commercial.

Du commerce des services

1. Autoriser les organismes/associations étrangers à organiser les expositions économiques et techniques relatives à l'étranger sans qu'elles soient modifiées par des termes comme « de la Chine », « chinoises », « nationales », « du pays », etc.

2. Exonérer les exploitants du commerce extérieur de l'enregistrement pour leurs activités d'importation/exportation technique.

3. Chercher la possibilité d'annuler l'agrément aux agences des ventes aux enchères et l'enregistrement de concessionnaire commercial pour elles.

4. Chercher la possibilité d'annuler l'enregistrement de concessionnaire commercial.

5. Promouvoir les projets pilotes pour l'innovation du commerce des services.

6. Soutenir le développement du commerce numérique.

7. Établir l'accès de réponse rapide ministère-province pour la gestion de la sécurité de l'importation/exportation technique.
8. Prendre l'initiative de normaliser les réglementations nationales qui affectent la liberté et la facilité du commerce des services dans certains domaines clés.
9. Assurer la réussite de l'Exposition internationale des produits de consommation de Chine.
10. Soutenir à la fondation des bases nationales de l'exportation culturelle.
11. Bâtir les bases nationales du commerce culturel avec l'étranger.
12. Promouvoir l'installation des entreprises et projets clés.
13. Encourager l'innovation des modes de coopération internationale du commerce des services.
14. Répondre aux besoins de développement du port de libre-échange de Hainan lors de la signature d'un nouvel accord de coopération internationale sur le commerce des services.
15. Optimiser le système de la statistique et de la surveillance du commerce international des services.